



ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ, SANTÉ ET CITOYENNETÉ !

LE TRIO DU 21^{ÈME} SIÈCLE À NE PAS RATER

Léa CHAMPAGNEGéographe (Université du Québec à Montréal), *Knowledge and Advocacy Project Officer* à Médecins du Monde Belgique

À la suite de la première version des principes directeurs internationaux de l'UNESCO en matière d'éducation sexuelle en 2009, une étude mondiale publiée en 2015¹ relevait que l'éducation complète à la sexualité était essentielle à l'avancement de l'égalité entre les sexes, l'égalité de genre et la santé sexuelle et reproductive. C'est entre autres à partir de ces nouvelles données que l'actualisation des référentiels de l'UNESCO en la matière s'est réalisée². Joanna Herat, spécialiste des questions de genre, de santé sexuelle et reproductive dans la section Santé et Éducation de l'UNESCO, rappelait lors de la 4^e journée internationale sur l'Innovation et la recherche en éducation à la Santé sexuelle et aux Droits humains³ « *que les jeunes font face à des messages contradictoires, confus, souvent discriminatoires, d'autant plus lors du passage à l'âge adulte* »⁴. La curiosité du corps et des relations se bute encore trop souvent à l'embarras et au silence des adultes sur le sujet. Avec en parallèle de plus en plus d'études et de recherches, d'actions et de formations, l'éducation à la sexualité arrive graduellement à se tailler une place au sein de nos sociétés, en particulier des écoles.

DE QUOI PARLE-T-ON ?

L'éducation sexuelle complète (ESC)⁵ provoque à la fois remous, tabous, polémiques, mais également des impacts positifs, de plus en plus mesurés et étudiés (*evidence-based research*, c'est-à-dire basée sur les preuves scientifiques), sur le bien-être physique et psychique des jeunes. Néanmoins, bien que des organes internationaux reconnus comme l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) ou l'UNESCO produisent des données et des études rigoureuses sur ses enjeux et ses bénéfices, l'ESC tarde à arriver concrètement et de façon systémique dans les écoles. Comme le rappelait lors de la conférence Hélène Jacquemin Levern, une gynécologue engagée pour une éducation à la santé sexuelle égalitaire, « *on ne peut pas rester comme ça, ses implications sociales sont multiples et ses conséquences sur la vie*

publique sont énormes ! La santé sexuelle égalitaire c'est ce qui nous permettra de continuer à vivre ensemble sereinement ». Parce qu'elle est devenue une sorte de pré-requis essentiel à l'émancipation des jeunes et enfants, à l'égalité, à la lutte contre les violences et les discriminations. Elle est une dynamique en construction, elle s'adapte et se façonne à l'aune des transformations de la vie sociale, relationnelle, affective et sexuelle, impliquant ainsi une multiplicité de rapports sociaux, de classe, de genre, ethnique, ainsi que la construction de nouvelles normes sociales en matière de sexualité, de rapports sociaux entre les sexes, de reproduction, et plus largement, de santé sexuelle, de bien-être global. La sexualité engage la personne tout entière, le corps, l'affectivité, les capacités de communication, parce qu'elle est psychologique, historique, sociologique, relationnelle, en lien

avec la pulsion de vie, le plaisir, le besoin de partage et de mutualisation, d'attachement et de sécurité.

DES PRINCIPES DIRECTEURS RENOUVELÉS : DES DROITS, DU PLAISIR, DE L'ÉGALITÉ TRANSVERSALE

Les droits sexuels et reproductifs⁶ étant par extension des droits fondamentaux, ils se retrouvent maintenant au centre de l'approche du nouveau référentiel de l'UNESCO. C'est entre autres dans cette remise en question des frontières privées/publiques du sexuel que la notion de droits s'est avérée éclairante puisque la sexualité est aussi une question de droits, d'équité et d'égalité entre les femmes et les hommes, de justice et d'inclusion. Pour pouvoir pleinement exercer ces droits, il est utile de

rappeler l'importance de leur adjoindre des droits à l'information de qualité et rigoureuse, à l'éducation, particulièrement l'éducation aux médias et à la réflexion critique (citoyenneté), afin de permettre aux filles et garçons de pouvoir exercer au mieux les différents choix qui se posent et se poseront à eux et elles. Or, même si les questions du genre, des rapports sociaux de sexe et des dynamiques de domination qui en découlent occupent de plus en plus l'espace public, il reste qu'elles ne sont pas reprises de façon systématique au sein des politiques et des programmes en matière d'éducation à la sexualité.

C'est à travers une démarche participative ayant interrogé les enfants et les jeunes, les spécialistes et les chercheur-se-s, les animateur-trice-s et les responsables de l'éducation nationale d'une cinquantaine de pays, que la recherche a révélé l'importance d'aborder de façon plus positive, critique et réflexive, les sphères de la vie affective, relationnelle et sexuelle. En plus de l'abord par le prisme des droits humains, le genre et les rapports sociaux de sexe y ont trouvé une place de choix, sans oublier les questions reliées aux LGBTQI et les différentes formes de violences qui peuvent survenir à n'importe quel moment de la vie, à toutes les échelles et dans toutes les classes sociales. Le concept de citoyenneté sexuelle permet d'ailleurs d'articuler différentes injustices fondées sur la sexualité tout en reconnaissant l'identité sexuelle des personnes et leur droit à une vie sexuelle de qualité⁷. Couplé au renforcement de la capacité d'agir des personnes (et dès le plus jeune âge) qui vient renforcer la connaissance, matière première de l'ESC, en y ajoutant une dimension plus active et engagée autour du développement de l'esprit critique, du choix éclairé (recherche d'informations vérifiées, justes, adaptées), de l'analyse genrée, de la pensée et de l'agir sur soi et les autres. Côté formation des animateur-trice-s (ou enseignant-e-s) en ESC, le guide met au centre de la préparation le développement de capacités et d'aptitudes à se questionner soi-même sur ses propres stéréotypes, ses craintes, ses valeurs, afin d'engager un processus qui va plus loin que la seule transmission de savoirs et de compétences.

Au-delà de ses nécessaires principes de prévention des risques, bien que leur focalisation limite le travail des représentations, l'ESC se veut positive, axée sur ce qui donne sens à l'existence, au désir et à la volonté

de se définir soi-même une identité propre, le désir permettant de négocier ce qui est souhaitable, la négociation constante étant au cœur de la constitution d'une relation humaine. Sans oublier que des rapports de pouvoir ou de domination viennent influencer ce processus à des degrés divers, empêchant parfois l'égalité dans l'éthique de la négociation.

En outre, il existe un lien réel entre santé et apprentissages, l'école étant l'un de ces espaces de socialisation et de pratique de la citoyenneté dont la sécurité et le contexte d'encadrement permettent de veiller et d'accompagner les jeunes dans l'adoption de comportements et d'attitudes bienveillants envers eux-mêmes et les autres, des réflexions et des pratiques conscientes des enjeux de société, afin d'ainsi préserver et nourrir leur plein épanouissement. Néanmoins, les inégalités sociales entre les écoles étant de plus en plus présentes, et exacerbant les inégalités entre les enfants, il serait prudent de poser la question de la capacité de l'école à créer ces cadres, à les maintenir et à les reproduire au fil du temps. *« C'est plutôt rare que dans le cadre scolaire soit demandé à l'enfant, les sensations qu'il éprouve, les questions et les curiosités qui le préoccupent dans son environnement affectif et relationnel. Donner un moment concret, détaché du temps scolaire régulier, ça peut permettre aux enfants de sortir du formatage habituel des apprentissages imposés, ça les rend eux-mêmes producteurs de réflexion et éventuellement d'actions. Et ça prépare à l'apprentissage du consentement et de l'autonomisation »*⁸, confie une travailleuse de Centre de Planning de Familial. Écouter les questions, savoir entendre les besoins, les doutes, c'est une compétence de base. Une position ouverte et bienveillante plutôt qu'une interdiction permettrait aux jeunes citoyen-ne-s de faire émerger une pensée critique.

ET EN BELGIQUE ?

Il est interpellant d'observer qu'en Belgique, très peu d'études récentes ont été réalisées auprès des enfants et des jeunes sur les sujets de l'Éducation à la Vie Relationnelle, Affective et Sexuelle (EVRAS)⁹, à savoir s'ils sont demandeur.euse.e de celle-ci à l'école, le sens et l'importance qu'ils et elles lui accordent. La multiplicité des discours sur l'EVRAS devrait nous pousser à repenser ses fondamentaux, à savoir pourquoi en faisons-nous, comment, pour qui et avec qui. Est-elle davantage utilisée pour

apaiser et gérer les troubles récurrents dans les écoles tels que le harcèlement ? Ou bien, au contraire, permet-elle d'ouvrir de nouvelles formes de dialogue autour des enjeux liés à la vie affective et sexuelle, et plus largement, au vivre-ensemble ? Certes, le processus de sensibilisation des écoles belges face à leur obligation concernant la prise d'initiatives en matière d'EVRAS est incomplet, inégal et non systématisé¹⁰. Il a entraîné plusieurs décalages et inégalités autour de son déploiement, mais demeure néanmoins de plus en plus visible et réparti sur le territoire. Un acteur majeur de l'EVRAS en Région de Bruxelles-Capitale (RBC) : les centres de planning familial (CPF), avec une trentaine de centres sur le territoire, répondent à une large part de la couverture en termes d'heures d'animations dans les écoles, tout niveau confondu¹¹. Dans l'actualité, avec la création en 2018 des stratégies concertées EVRAS¹², de nombreuses organisations tentent d'avancer sur quatre dimensions fondamentales pour une (meilleure) généralisation de cette dernière en Belgique francophone : référentiel (connaissances, compétences, références), formation (animateur-trice.s, professionnel-le-s de la santé et éducatifs), plaidoyer (politique et autorités compétentes), concertation (entre les multiples stakeholders mobilisés en amont et en aval). La reconnaissance de la profession, de ses conditions d'exercice, de la formation continue accessible et de qualité (ou non), du travail de partenariat essentiel entre les parties prenantes responsables de la mise en œuvre, en particulier les animateur-trice.s et les équipes éducatives¹³, entre autres enjeux, préoccupent plus que jamais les femmes et les hommes qui souhaitent faire avancer l'EVRAS, sur le territoire et entre ses citoyennes et citoyens.

DAVANTAGE DE CITOYENNETÉ DANS L'EVRAS

Il semble essentiel que le milieu scolaire puisse participer à l'épanouissement, la citoyenneté, dans leur vie et pour la société, des jeunes et des enfants d'aujourd'hui et de demain. *« Pour leur bien-être et pour l'apprentissage de la liberté, des droits et responsabilités. Pour prévenir toutes les discriminations, pour en comprendre les sources et les modes de production »*, rappelait une membre du mouvement des planings familiaux de France le 26 septembre dernier. Le président de cette journée, le Dr. Pierre Benghozi¹⁴, parle de *« l'hospitalité de soi et des autres, des formes de considé-*

ration de l'autre, de la transmission de ses savoirs, savoirs-être et savoirs-faire, dans une optique de mutualisation des singularités plutôt qu'une mise en concurrence, à laquelle sont poussés les jeunes d'aujourd'hui ». C'est en ce sens qu'il demeure utile de s'interroger sur les déterminations sociales, culturelles, de genre, économiques et psychologiques qui influencent les choix individuels, la liberté humaine étant inscrite dans la réalité de la vie et n'ayant de sens et de valeur que lorsqu'elle est s'articule à la responsabilité morale, dans toutes les sphères de la vie y compris affectives, relationnelles et sexuelles. ■

- 1 Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO), « Emerging Evidence, Lessons and Practice in Comprehensive Sexuality Education Global Review », Published in 2015 by the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, Paris.
- 2 UNESCO, *International technical guidance on sexuality Education An evidence-informed approach*, 2018, France, [En ligne], <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000260770>
- 3 Article rédigé dans contexte de la 4^e journée internationale sur l'Innovation et la recherche en éducation à la Santé sexuelle et aux Droits humains, dont le titre est « Les nouveaux enjeux de l'éducation à la santé sexuelle, pour 2030. En finir avec les inégalités, révolutionner l'éducation à la sexualité ». Organisée par la Chaire UNESCO Santé Sexuelle & Droits Humains, Ministère des Solidarités, Paris, 26 septembre 2018.
- 4 Joanna Herat, Senior Programme Specialist, Section of Health & Education, Team Leader: Sexuality Education, Sexual and Reproductive Health and Gender, UNESCO. Voir interview réalisée par l'auteur de cet article auprès de J. Herat lors de la conférence à Paris (voir note 4): <https://www.youtube.com/watch?v=E-AzEODPGPE&feature=youtu.be>
- 5 L'éducation sexuelle complète est définie comme

« une manière d'aborder l'enseignement de la sexualité et des relations interpersonnelles qui soit adaptée à l'âge, culturellement pertinente et fondée sur des informations scientifiquement précises, réalistes et s'abstenant de jugements de valeur ou religieux. Source: Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO). *International technical guidance on sexuality Education An evidence-informed approach*, 2018, France, [En ligne], <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000260770>

- 6 Les droits sexuels ne sont pas consacrés juridiquement au niveau international dans des conventions ou des traités et ne constituent pas à proprement parler une catégorie normative qui s'imposerait « de droit », mais sont le résultat d'un processus déductif des organisations de la société civile et des agences de l'ONU à partir des engagements internationaux existants. Ainsi, pour l'OMS, les droits sexuels font corps avec les droits humains déjà reconnus par les législations nationales et les instruments internationaux bénéficiant d'un large consensus. Ils incluent le droit de jouir du meilleur état de santé sexuelle possible grâce notamment à l'accès à des services médicaux spécialisés en matière de santé sexuelle et reproductive; le droit de demander, d'obtenir et de transmettre des informations ayant trait à la sexualité; le droit à une éducation sexuelle; le droit au respect de son intégrité physique; le droit au choix de sa/son partenaire; le droit de décider d'avoir une vie sexuelle active ou non; le droit à des relations sexuelles consensuelles; le droit à un mariage consensuel; le droit de décider d'avoir ou de ne pas avoir des enfants, au moment de son choix; le droit d'avoir une vie sexuelle satisfaisante, agréable et sans risque. Source: Rabier, Serge, chercheur en socio-démographie à l'Université Paris Descartes. 2017. « Droits sexuels: le chaînon manquant dans l'agenda du développement ? », in *The Conversation*, le 10 mai 2017, [En ligne], <https://theconversation.com/droits-sexuels-le-cha-non-manquant-dans-l-agenda-du-developpement-76821>, (dernière consultation le 20 janvier 2019).
- 7 Bozon, Michel et Juliette Rennes. 2015. « Histoire des normes sexuelles: l'emprise de l'âge et du genre », in *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, 42 | 2015 [En ligne],

<http://clio.revues.org/12823>, (dernière consultation le 11 novembre 2017).

- 8 Entrevue avec une travailleuse de Centre de Planning Familial, automne 2018.
- 9 Moreau N., Lebacqz T., Dujou M., de Smet P., Godin I., Castetbon K. Comportements, bien-être et santé des élèves. Enquête HBSC 2014 en 5e-6e primaire et dans le secondaire en Fédération Wallonie-Bruxelles. Service d'Information Promotion Education Santé (SIPES), École de Santé Publique, Université libre de Bruxelles. [En ligne]. <http://sipes.ulb.ac.be>
- 10 Le décret au Moniteur belge: Modification du Décret définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, introduisant l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle dans le panel des dispositifs visant à atteindre ses objectifs généraux. Datant du 24 juillet 1997 et modifié par le décret du 12 juillet 2012 via l'Article 8, 9°, p. 24653. Voir la publication au Moniteur belge via Etaamb http://www.etaamb.be/fr/decret-du-12-juillet-2012_n2012029352.html
- 11 Difficile de savoir quelle proportion des animations en EVRAS est attribuable aux CPF, car il n'existe pas de mécanisme commun de mesure (évaluation) qui compile les animations réalisées par l'ensemble des actrices du secteur (travailleuse, psycho-médico sociale, travailleuse en promotion de la santé, asbl spécialisée, etc.). Les plannings de la RBC encodent leurs heures d'animation dans un logiciel d'encodage de données relatives aux animations EVRAS en territoire bruxellois. Les données et leur cartographie sont disponible sur le site web de la plateforme en EVRAS: <https://www.evras.be/donnees/>.
- 12 <https://www.evras.be/concertation/presentation/>
- 13 Nous avons réalisé, dans le cadre d'un mandat contractuel salarié, une recherche-évaluation du dispositif de l'Appel à Projets en EVRAS (APE) en RBC qui nous a permis d'interviewer une vingtaine de CPF et six professionnel.le.s institutionnels (politique et de représentation). Les observations tirées de ce mandat sont ici exposées.
- 14 Il est pédopsychiatre, psychanalyste, psychiatre. <http://www.i-ac.fr/pierre-benghozi/>